



Le rapport de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés estime que plus de 2 250 migrants / réfugiés sont morts ou ont disparu en mer au premier semestre 2017.

LIMITER LA MIGRATION À PARTIR DE LA LIBYE : EST-CE QUE L'UE ET L'ITALIE PRENNENT LA BONNE DIRECTION ?

par Giulia Laganà

« L'Italie sauve l'honneur de l'Europe dans la méditerranée » a déclaré le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker dans son discours annuel sur l'état de l'Union à la mi-septembre. En plus de ses efforts de longue date pour sauver les migrants en mer, le gouvernement italien a également réussi, avec le soutien de l'UE, à faire diminuer considérablement le nombre de traversées de migrants à partir de la Libye. Juncker a ajouté que cela signifie que moins de personnes ont péri en route vers l'Europe.

Les vérificateurs d'informations de la BBC ont rapidement signalé peu après le discours de Juncker que le risque de mourir dans la

Méditerranée a effectivement augmenté (un migrant sur 50 tentant la traversée a perdu la vie cette année, en comparaison avec un sur 70 pour 2016). Et on rapporte que davantage

d'hommes, de femmes et d'enfants ont péri dans le désert avant d'atteindre la Libye, suite aux pressions de l'UE sur le gouvernement nigérien pour fermer la route traditionnelle.

Mais les problèmes du message optimiste de Juncker sont beaucoup plus importants que la question de savoir si les données qu'il a utilisées sont correctes.

“

**S'ATTAQUER
SIMPLEMENT À LA
MIGRATION VERS LE
PAYS N'ARRÊTERA PAS
LA PROGRESSION DE
L'EXTRÊME DROITE**

”

**Quatre raisons
expliquant la crise
des migrants en Italie**

**Les problèmes du
message optimiste
de Juncker**

Limiter l'arrivée des migrants en Europe signifie simplement que davantage de personnes sont enfermées dans des centres de détention horribles en Libye et font face à des abus, de la violence sexuelle et de la torture. De moins en moins de personnes arrivent en Italie parce que l'Italie et l'UE ont décidé de sous-traiter le contrôle de l'immigration à différents acteurs en lutte pour le pouvoir dans une Libye ravagée par la guerre : le gouvernement fragile soutenu par l'ONU et les milices diverses, dont plusieurs ont été auparavant impliqués dans la contrebande.

Le ministre italien de l'Intérieur Marco Minniti — qui vient du parti démocrate de centre gauche — est en particulier intervenu durement et a déclaré que la sous-traitance des interceptions de migrants en Libye consiste uniquement d'après ses déclarations à « sauver des vies en mer » et est nécessaire pour éviter de menacer la « stabilité sociale et la démocratie » de l'Italie. Sa rhétorique fait écho à des arguments similaires mis en avant par les politiciens des partis traditionnels prenant le cap à droite à travers l'Europe pour tenter de contrer les populistes : nous devons limiter l'immigration, peu importe que nos économies et nos sociétés en aient besoin, ou nous serons balayés par l'extrême droite. Pourtant, une immigration et des politiques économiques durables représenteraient un meilleur choix.

L'année dernière, les arrivées de migrants en Italie ont atteint le nombre de 180 000. Dans un pays du G7 comptant 60 000 000 habitants, cela n'aurait pas du devenir une « crise ». Cela l'est pourtant devenu à travers la combinaison de quatre éléments. Le premier est une stratégie de long terme pour amener les arrivants dans des abris « d'urgence » essentiellement dans des zones défavorisées. Le deuxième est la décision de fermer pratiquement tous les canaux légaux pour les travailleurs migrants et de mettre fin aux amnisties périodiques pour régulariser les migrants sans papiers. Le troisième est le besoin considérable de l'économie illégale italienne de centaines de milliers de travailleurs exploitables travaillant à bas prix formant l'épine dorsale des secteurs de l'agriculture et de la construction du pays. Le quatrième est lié aux fermetures des frontières en Autriche, en France et en Suisse qui ont mis fin de facto à la politique de laissez-passer où la plupart des migrants et des réfugiés arrivant dans le pays n'étaient pas identifiés et pouvaient se rendre en Europe du nord.

En l'absence de voies légales, tous les migrants en situation irrégulière arrivant en Italie sont transférés dans le système d'asile et ce, peu importe qu'ils soient vraiment des réfugiés ou non. La base défectueuse du système d'asile de l'UE en théorie commun, le règlement de Dublin stipule que les demandeurs d'asile doivent rester dans le premier pays européen dans lequel ils arrivent, surchargeant des pays comme l'Italie et la Grèce. Les essais de réforme ont été bloqués alors qu'un mécanisme temporaire de responsabilité partagée pour répartir 160 000 demandeurs d'asile à travers le bloc a surtout été un échec.

**Tirer les leçons de
l'expérience allemande**

Faisant face à un vote au début de l'année 2018, les représentants du gouvernement italien soulignent le manque de soutien envers le parti de centre droit de la chancelière allemande Merkel la Christlich Demokratische Union (CDU) et les sociaux-démocrates du centre gauche ainsi que la forte présence du parti d'extrême droite l'Alternative für Deutschland (AfD) au cours des dernières élections comme étant la justification de leur décision d'empêcher l'accès aux migrants, peu importe le coût.

Cependant, ils ignorent les autres facteurs au-delà de l'immigration qui ont détourné les électeurs de Merkel. Sous les gouvernements Merkel successifs, le nombre de travailleurs pauvres a doublé, les investissements publics ont diminué considérablement et les inégalités sociales ont augmenté à

un tel point qu'elles sont pratiquement similaires à celles présentes aux États-Unis. Les problèmes de l'Italie sont plus graves et plus profonds : la croissance reste lente et le chômage chez les jeunes se situe toujours autour des 40 %, un pourcentage si élevé que davantage d'Italiens que jamais auparavant depuis les années 1960 (250 000 en 2016) deviennent eux-mêmes des migrants, cherchant ailleurs un avenir meilleur. S'attaquer simplement à la migration vers le pays n'arrêtera pas la progression de l'extrême droite et cela consolidera son influence sur le grand public.

Si les partis progressistes à travers le continent souhaitent mettre en œuvre les leçons tirées des élections allemandes, ils feraient mieux de ne pas céder en matière de droit à l'immigration et de ne pas reproduire les politiques économiques conservatrices entretenant la spirale infernale du mécontentement qui alimentent l'augmentation de la xénophobie.



> AUTEUR

Giulia Laganà est analyste principale à l'Open Society European Policy Institute. Ses recherches portent sur les politiques européennes en matière de migration et d'asile.